

Le mouvement social s'organise pour répondre aux attaques contre les retraites et les statuts. Au-delà c'est un immense mécontentement qui s'exprime par rapport à la baisse du pouvoir d'achat. Celle-ci s'accélère depuis de longues semaines et ce ne sont pas le mépris opposé ni l'augmentation obtenue par le président de la République qui vont nous rendre le sourire.

172% ...POUR TOUS



Cela devrait être un principe d'égalité si la nécessité d'une telle augmentation est avérée pour un seul. Malheureusement on nous parle de rémunération équitable, c'est-à-dire que l'on reçoit en fonction de ses mérites. Et si l'on analyse les promesses et leur réalisation, le premier des mérites reste la capacité à la capitalisation. Ainsi se réalise le beau cadeau du bouclier fiscal par exemple. En 2007 le fisc a remboursé 50 000 euros en moyenne à 2380 contribuables.

Ce ne sont pas les statuts qui intéressent, mais les personnes nous susurre Sarkozy. Le méritant travaillera plus (s'il y a du travail), il travaillera plus longtemps. C'est dans son intérêt, parce qu'il devra cracher au bassin. Le système de franchise et sa logique assurancielle transfère les dépenses de soins sur les budgets des personnes, celles-ci auront les soins qu'elles méritent. Déjà l'augmentation de 19% des consultations médicales en un an rend l'accès au soin de plus en plus difficile.

La pression scolaire et l'offre de cours supplémentaires de leur côté préparent la privatisation de l'éducation nationale à travers les cours privés, les parents donneront de l'éducation en fonction de leurs moyens.

Ce n'est pas la politique salariale qui mettra du beurre dans les épinards.

Salaires et retraites perdent du terrain depuis plusieurs années au regard de diverses augmentations des charges, des services et des produits les plus utilisés.

Le pétrole est la source d'énergie qui pèse certainement le plus sur l'économie à tous les niveaux en raison particulièrement de l'organisation des échanges et des transports. Il est la source de taxes importantes et génère des bénéfices inouïs, neuf milliards d'euros pour la seule compagnie Total en fin d'année cette masse ne sera pas socialisée, au contraire.

La spéculation immobilière fait rage, l'accès à la propriété et le surendettement relègue une politique sociale du logement à un passé soit disant archaïque. Ce sont donc les banques qui gèrent l'accès au logement. Le ministère

Boutin loin de freiner le mouvement, l'accompagne et le renforce ce qui n'est pas nouveau. Dans le budget des ménages le poids du logement, assurance impôts et contributions sociales est passé en quarante ans de 22 à 45%. Plus les revenus sont modestes, plus ce pourcentage augmente!

Une politique de quotas bureaucratique et spéculative a déclenché un processus de hausse des produits de première nécessité, en particulier le pain, les produits laitiers...

La réponse est connue : travailler plus, plus longtemps, créer du profit non redistribué. Le pire ennemi de ce profit sera toujours une redistribution socialisée.

De plus en plus de laissés pour compte.

Anciens ou nouveaux, les pauvres restent des pauvres et leur cohorte grossit sans cesse. Vieille technique le pouvoir désigne les salariés à la vindicte: soit disant protégés, "les CDI, les nantis de la fonction publique. Ces profiteurs éhontés ne seraient guère partageux, ils fleuriraient sur des privilèges scandaleux et partager le salaire ferait sans doute cesser ce scandale.

Cela deviendrait ringard de réclamer un tantinet de décence pour une vie meilleure, car la pauvreté est devenue le quotidien de ce que l'on nomme les travailleurs pauvres, celles et ceux dont le salaire permet à peine de survivre et du moins interdit à la fois de financer un logement, la nourriture et l'éducation. Au 19^e siècle on appelait cela la reconstitution minimum des forces de travail!

L'HEURE EST A LA MOBILISATION. AGISSONS ET MOBILISONS NOUS

-Pas de salaire en dessous de 1500 euros nets.

-Rattrapage du pouvoir d'achat de 250 euros.

-Refus du salaire au mérite.

-Déroulement de carrière sans barrages

Fédération
Sud Santé-Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70 rue Philippe de
Girard 75018 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 15 nov 2007